

## **Compte-Rendu de la Conférence Internationale sur la Finance Islamique et le Développement**

OUSMANE SECK

MOUHAMED EL BACHIR WADE

EL HADJI BARA DIENE

### **1- Introduction**

L'IRTI a organisé une conférence internationale à Dakar sur le thème « Finance et Développement » du 21 au 23 Novembre 2016. La manifestation scientifique était le fruit d'un partenariat avec la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), et le Nouveau Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire en Economie pour l'Afrique Francophone (NPTCI), le programme qui regroupe les facultés des sciences économiques et de gestion des dix-huit (18) universités membres de la Conférence des Institutions d'Enseignement et de Recherche Economique en Afrique (CIEREA).

Des universitaires du Sénégal et des chercheurs venus du Maroc, de l'Algérie, du Nigeria, du Burkina Faso et de la France ont participé à la conférence. Plusieurs structures ministérielles nationales travaillant sur le secteur financier étaient présentes, notamment la Direction de la Monnaie et du Crédit, la Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés, la Direction des Assurances et la Direction de la Microfinance. En outre, le Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage des Métiers pour la Lutte contre la Pauvreté (PALAM) financé par la Banque Islamique de Développement, le cabinet privé Compagnie Indépendante de la Finance Islamique en Afrique (CIFIA) ainsi que la plus grande institution de microfinance au Sénégal, le PAMECAS, ont contribué, par leur participation effective, à crédibiliser le

message de la nécessité de promouvoir la finance islamique en vue d'un développement économique et social harmonieux.

## **2- Objectifs**

Il convient de noter que les objectifs de cette conférence sont en phase avec les missions de l'IRTI:

- 1- Favoriser l'expansion d'une industrie de la finance islamique dynamique et novatrice, en mesure de soutenir le développement socio-économique durable dans les pays membres ;
- 2- Conduire et coordonner la recherche fondamentale et appliquée pour élaborer des modèles et des méthodes d'application de la Charia en économie, en finance et en banque ;
- 3- Conduire un dialogue politique avec les pays membres en partenariat avec les institutions locales, régionales et internationales engagées dans IRTI;
- 4- Recueillir, systématiser et diffuser les connaissances en économie / finance / banque islamique dans les pays membres et non membres ;
- 5- Développer les capacités des institutions d'enseignement et de recherche, du secteur public et des ONG pour appuyer le mandat de IRTI ;
- 6- Diffuser, en collaboration avec l'industrie de la finance islamique les connaissances connexes par le biais de conférences, séminaires, ateliers, forums, etc.

En outre, la conférence visait à rassembler les chercheurs francophones et à leur offrir une meilleure visibilité, afin de faire progresser la finance islamique en Afrique en général, et en Afrique Subsaharienne francophone en particulier.

## **3- Déroulement des activités**

La conférence s'est déroulée en six sessions de présentation de recherche, encadrées par deux séances plénières à l'ouverture et à la clôture.

Les activités ont démarré par les mots de bienvenue prononcés par le Professeur Birahim Bouna Niang, Doyen de la FASEG et par le représentant de l'IRTI, le Dr Ousmane Seck. Les travaux de la conférence ont été ouverts par le Professeur Ibrahima Thioub, Recteur de l'UCAD qui a saisi cette opportunité pour se

féliciter de la collaboration entre IRTI et l'UCAD, ainsi que des initiatives pour introduire la finance islamique dans l'espace universitaire, une première dans le système francophone où la laïcité a pendant longtemps empêché de franchir ce pas.

La conférence s'est poursuivie, après une pause, avec une première séance plénière portant sur le thème : «Finance Islamique Et Développement : Quel Environnement pour le Développement de la Finance Islamique En Afrique», animée par les représentants d'institutions sénégalaises publiques et privées telles l'UCAD, le PAMECAS, la Direction de la Monnaie et du Crédit, la Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés et enfin le Fonds d'Impulsion de la Microfinance.

La microfinance a été le thème dominant de la conférence. En plus des séances d'ouverture et de clôture qui ont vu la participation massive des structures de microfinance du Sénégal, une session spéciale a été organisée autour de la microfinance islamique en Afrique, avec des études de cas sur le Sénégal, le Burkina Faso, et le Benin, trois articles sur des pays qui ont en commun la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) comme autorité monétaire en charge de la réglementation des institutions financières décentralisées. Ces pays ont aussi la particularité de partager un environnement législatif basé sur la laïcité qui établit une démarcation entre la sphère religieuse et les lois qui régissent le fonctionnement des structures financières.

Bien que les contraintes et la contribution des banques islamiques au développement économique et social constituent un thème transversal, une session lui a été consacrée avec des articles sur les opportunités des technologies de l'information et de la communication dans le modèle d'activités des banques islamiques, ainsi que les opportunités à travers la responsabilité sociale des institutions financières islamiques. La pratique de Responsabilité Sociale des Entreprises a été largement discutée avec un intérêt particulier des participants et un espoir que les valeurs de solidarité et de partage qui doivent guider les institutions financières islamiques constituent un instrument crédible pour une prospérité partagée. Un article sur le cas de la Banque Islamique du Sénégal a été présenté et a donné lieu à des discussions notamment sur le qard hasan, les quotas d'investissement en fonction de

l'impact social, les actions sociales telles que la réfection d'hôpitaux, d'écoles, le traitement équitable des employés, etc.

Depuis la crise financière et économique qui a frappé les Etats Unis et l'économie mondiale en 2008, la réglementation est au cœur de la démarche en vue d'assurer la croissance et la stabilité du secteur financier. Elle joue un rôle important dans le développement de la finance islamique, notamment en termes de garantie, de sécurité, de protections des déposants, etc. La réglementation et la supervision des banques islamiques a fait l'objet d'amples discussions avec des présentations qui ont permis d'aborder la nouvelle réglementation bancaire dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les enjeux liés à l'institutionnalisation de la Zakat et du Waqf. Ces deux derniers sujets sur la finance sociale ont été l'objet de pas moins de quatre articles qui ont contribué à une présentation holistique de la finance islamique et son aspiration à être une finance protectrice des couches sociales défavorisées.

Enfin il convient de se féliciter de la pluralité et la richesse des articles présentés sur d'autres sujets, tels que les FinTech en particulier les opportunités qu'elles offrent pour une finance islamique fonctionnant véritablement sur la base du principe de partage des risques, les Sukuk d'entreprise et leur potentiel pour les PME, l'assurance islamique, la politique monétaire dans un système où cohabitent banques conventionnelles et islamiques, etc.

Des articles présentés à la conférence seront sélectionnés pour faire l'objet d'une publication afin de partager avec la communauté scientifique les communications de qualité des chercheurs ayant participé à cette rencontre.